

[Restructuration du réseau DDFIP : de l'enfumage en guise de dialogue social. La direction choisit d'esquiver le débat contradictoire. Les représentants des personnels et les agents le provoqueront !](#)

Depuis le 7 mai nous sommes gouvernés par un Président dont le premier objectif est de casser le droit du travail pendant l'été par voie d'ordonnances en accordant 6 heures de concertation en tout et pour tout à chaque organisation syndicale.

A son niveau, le directeur départemental semble prendre exemple sur le Président Jupitérien et reçoit les organisations syndicales CGT - Solidaires-FO le 22 juin à 16 h 30 pour leur présenter son "projet" de restructuration du réseau en se délivrant un brevet de bonne concertation.

C'est ainsi qu'il nous a présenté 3 opérations de restructuration (voir détails plus bas) :

- **Fermeture de la trésorerie d'Ossun**
- **Fermeture de la trésorerie de Trie sur Baise.**
- **Transfert du SIE de Lannemezan à Tarbes.**

Trois opérations à l'étude depuis le début de l'année mais que la direction, sur ordre du directeur général, ne voulait pas communiquer avant le verdict des urnes le 18 juin dernier avec ce souci affirmé de transparence qui caractérise nos cadres dirigeants.

S'il n'est un mystère pour personne qu'au regard de l'évolution du schéma intercommunal départemental des opérations étaient à l'étude aussi bien à Ossun qu'à Trie sur Baise - Castelnau, l'opération annoncée sur le SIE de Lannemezan était loin d'être dans les esprits (à part bien entendu ceux de nos directeurs si empreints de loyautéà la hiérarchie de la DGFIP).

Si des opérations de regroupements de SIE sont déjà à l'oeuvre dans des départements, au niveau des Hautes Pyrénées, les efforts engagés ces derniers mois pour rééquilibrer la structure pouvaient laisser présager une attention et une bonne volonté directionnelle pour maintenir cette structure de proximité de pleine compétence.

Qui plus est, interrogé en CTL le 6 juin 2017 sur ses intentions concernant les SIE de Lourdes et de Lannemezan, le directeur, dans une réponse des plus alambiquées, s'était bien gardé de dévoiler des intentions sur le sujet.

Et quand on connaît le calendrier pré-défini des opérations de restructuration (décision d'approbation DGFIP début octobre), autant dire que la soi-disant concertation ouverte le 22 juin 2017 à l'entrée de l'été s'apparente tout bonnement à de la fumisterie.

Le directeur (est-il Jupitérien lui aussi comme le Président de la République ?) voudrait nous faire croire que cette période qui s'ouvre de juillet à septembre suffirait à l'accomplissement d'un travail et d'un débat contradictoire digne de ce nom.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Mobilisations 2017](#)

[ASR / Restructurations : on dit NON !](#)

• =A

- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
